



## Dans le 15<sup>ème</sup> : des luttes partout



ADOMA (ex-Sonacotra), Lycée Fresnel, école Cherbourg, DCN, Ministère des affaires étrangères, Centre de santé Balard, HEGP..., Beaugrenelle, pour le logement social...

### Elections cantonales : l'importance du vote communiste

Le 1<sup>er</sup> tour des élections cantonales aura lieu le 20 mars 2011.

A Paris, nous ne votons pas puisque les Conseillers de Paris sont à la fois conseillers municipaux et généraux. Mais une partie des salariés travaillant dans le 15<sup>ème</sup> vote dans des cantons renouvelables de banlieue.

Nous les avons appelés à voter pour les candidats présentés ou soutenus par le PCF.

**Tous les enjeux du scrutin soulignent l'importance du vote communiste.**

**Il est le moyen de confirmer le discrédit de la politique gouvernementale**, après les luttes pour les retraites, de rejeter le consensus droite/PS sur les questions économiques principales.

**Il est le moyen décisif de ne pas laisser le FN, dont le système fait la promotion de façon éhontée, détourner une partie de la colère populaire par sa démagogie sociale, dévoyer**

## INVITATION—TRACT POUVOIR D'ACHAT

### **POUVOIR D'ACHAT EN BAISSÉ!**

Loyers, gaz, électricité, alimentation... en hausse!

Salaires, pensions, emploi en berne!

### **MAIS PROFITS ET DIVIDENDES RECORDS**

pour les actionnaires!

### **Ça ne peut plus durer !**

Rompre tout de suite avec la politique qui prend aux pauvres pour donner aux riches

## **RÉUNION PUBLIQUE**

**Judi 24 mars, 19h00**

**72 av. Félix Faure (patronage laïque)**

*A l'automne, nous nous sommes opposés massivement à la casse des retraites.*

**Localement, nationalement, organisons notre colère!**

Augmenter les salaires, les retraites, c'est possible! Geler les loyers, construire des HLM, c'est possible! Renationaliser EDF et GDF, c'est possible; Refuser l'UE des capitalistes, c'est possible.

PCF - Section Paris 15<sup>ème</sup>

pcf15@wanadoo.fr ; <http://pcf-paris15.over-blog.com/>



Deux ans depuis le début de la « crise »,

### **D'un côté, les profits des grandes firmes atteignent à nouveau des niveaux inédits :**

10,3 milliards d'euros pour Total, 7,8 milliards pour la BNP, 2,2 milliards pour l'Oréal... Les actionnaires, ceux qui ne travaillent pas, vont toucher des dividendes record.

### **De l'autre, une majorité de salariés, de retraités, de jeunes vit plus mal.**

Et ce n'est pas une impression, du « ressenti ». C'est bien une réalité. Même les chiffres officiels l'admettent. Depuis 2008, selon l'INSEE, le pouvoir d'achat moyen par ménage a reculé de 0,3%. Et encore son indice est très contesté car il

**des positions fondamentales** Suite de la page 1  
**comme le rejet de l'UE du capital.**

**Le vote communiste est le moyen d'exprimer le refus du recul démocratique que représentent la réforme territoriale**, inspirée par l'UE, et la disparition programmée des départements, éléments importants de l'égalité des territoires, notamment en matière de services publics et sociaux.

Il est le moyen, avec l'élection de conseillers communistes, de peser sur la gestion des conseils généraux, dont 58 sont tenus par la gauche, responsables notamment des collèges, de politiques sociales comme le RSA, l'Allocation personnalisée d'autonomie.

Il porte par exemple le refus des subventions non obligatoires aux collèges privés, des aides au patronat dans une logique de concurrence entre territoires. **La question de l'APA est particulièrement importante dans la perspective d'une nouvelle loi antisociale sur la « dépendance ».**

Les candidats communistes portent le refus du hold-up sur les finances locales par le gouvernement qui ne compense pas financièrement les prérogatives décentralisées.

**Les communistes ont toujours suivi une démarche de rassemblement à l'occasion des élections cantonales que le vote communiste** a permis aussi de traduire.

Il sera temps, mais seulement après le vote, de mesurer combien la stratégie du « Front de gauche », forcée par la direction de notre parti, d'alliances étriquées avec surtout le Pg de Mélenchon, sur une ligne nationale de « gauche », aura pesé sur l'utilité du vote communiste.

**Nous apportons notre plein soutien à nos camarades, qui partout en France, à l'occasion de cette campagne, font vivre et renforcent les organisations du PCF dont le peuple aura plus que jamais besoin.**

RAPPEL: en 2008, aux élections portant sur l'autre moitié des cantons, les candidats présentés ou soutenus par le PCF ont obtenu 1,157 million de voix soit 8,9% des suffrages exprimés (35% d'abstention)

sous-estime notamment le poids de certaines dépenses essentielles, notamment le logement (ou la hausse des compléments santé suite aux remboursements).

**Un Français sur 5 renonce à des soins faute de pouvoir avancer l'argent. 8 millions de personnes sont en situation de « précarité énergétique », c'est-à-dire renoncent à se chauffer.**

**Ce contraste ne doit rien à une fatalité. Il est le résultat direct de choix politiques,** pris en France en lien avec l'UE ou le FMI.

**La crise sert d'instrument et de prétexte à un nouvel écrasement des salaires directs, à une nouvelle remise en cause des droits sociaux. Les capitalistes font payer par les peuples leur propre crise, ils les pillent, faute de luttes populaires suffisantes.**

**Tous les pans de la politique du pouvoir s'attaquent au pouvoir d'achat populaire:** la fiscalité de plus en plus injuste, les aides aux grands groupes (ex: automobile) qui renouent avec les profits mais continuent de délocaliser, les attaques sur l'hôpital, l'école... **L'austérité des dépenses publiques et sociales est prétextée par des déficits (Etats, Sécu) qui ont été délibérément creusés par les gouvernements successifs pour chercher à enchaîner le pays à la finance internationale.**

**Au centre se trouve la question des salaires** et du statut des salariés, que le pouvoir aide à tirer vers le bas au nom du « pacte européen de compétitivité » et de l'euro.

**Mais de l'argent, il y en a ! Il faut le prendre là où il est !** » Dans les profits des grandes entreprises dans les grandes fortunes. Tiens ! **Servier, le patron des laboratoires du Médiateur pointe en 9<sup>ème</sup> position avec 2,9 milliards d'euros !**

Les récentes mobilisations pour l'école, la justice. Les luttes se développent pour le service public, pour les salaires (ex : PSA Rennes). Elles montrent que **le rapport de force existe susceptible de faire reculer le pouvoir, après l'immense mobilisation pour les retraites.**

Nous nous inscrivons entièrement dans **ce mouvement qui seul peut changer les choses en 2011 comme en 2012.** Avec leurs limites et leurs propres difficultés, les mouvements de révolte dans les pays arabes montrent que l'action des peuples peut changer la donne.

Les prochaines élections cantonales, pour la moitié des habitants de banlieue et de province, seront l'occasion d'exprimer cette colère avec le vote communiste. Mais **déjouons le piège enfermant la question de l'alternative politique dans les jeux politiques stériles pour 2012,** dans le choix du pire (Sarkozy) ou du moins pire (Strauss-Kahn) avec un ou des votes défouloirs et repoussoirs mis en scène pour détourner la révolte.

En France aujourd'hui, le peuple peut se rassembler, lutter et gagner sur des objectifs immédiats, **très concrets** qui commencent à faire reculer la politique française et européenne au service des capitalistes et des plus riches.

**Dès 2011, faisons le choix de la lutte, organisons notre colère !**

# Défense des services publics



## Lancement de la campagne contre les augmentations du gaz et de l'électricité

Ci-dessous le texte de la **PETITION** au ministre de l'industrie que nous avons commencé à faire signer. L'action prendra une dimension nationale après les cantonales. La prochaine augmentation du gaz est prévue dès le 1er avril.

Nous nous adressons à vous en qualité d'usagers, de salariés, de citoyens.

**Depuis avril 2010, votre gouvernement a augmenté les tarifs du gaz de 15%.** Vous avez décidé d'une nouvelle hausse de 5% au 1<sup>er</sup> avril 2011. **Cela fera 20% en deux ans.**

Entre le 15 août 2010 et le 1<sup>er</sup> janvier 2011, **les tarifs de l'électricité ont été majorés au total de 7%.** La presse annonce de nouvelles augmentations d'au moins 5% par an.

**Cela représente un prélèvement très lourd sur notre pouvoir d'achat,** 200 euros en moyenne pour les ménages se chauffant au gaz. Des millions d'entre nous sont contraints de se priver sur le chauffage. Ces augmentations plombent l'activité économique.

**Cette ponction sur le monde du travail ne se justifie en rien en termes d'investissement et d'intérêt public.**

EDF vient de rendre public un profit (avant provisions) de 4 milliards d'euros dont 2 vont être distribués aux actionnaires. GDF-Suez annonce un profit de 4,6 milliards d'euros dont 3,9 seront distribués en dividendes. **Voilà où passe l'argent de nos factures depuis la privatisation!**

Le prétexte des cours mondiaux des prix du gaz ne tient pas non plus: ils baissent.

**Depuis le début du processus de privatisation dans les années 90,** EDF et GDF, livré à Suez, détournent aussi l'excédent d'exploitation réalisé en France pour se livrer à de coûteuses acquisitions dans le monde, qui profitent à la finance internationale mais aucunement au service public.

**Pour alimenter la concurrence, votre gouvernement a adopté une loi inique,** dite NOME (Nouvelle organisation du marché de l'électricité). C'est un véritable hold-up: elle donne à prix coûtant à des groupes privés l'électricité nucléaire d'EDF, dont nous avons déjà payé les investissements en tant qu'usagers et contribuables, pour qu'ils nous la revendent plus cher.

EDF et GDF sont conduits vers une concurrence destructrice l'un contre l'autre !

Dans le même temps, des milliers d'emplois qualifiés sont supprimés, les salaires et les conditions de travail se dégradent. Des compétences sont mises en péril.

**Il faut inverser cette politique de casse des services publics nationalisés.**

Ils ont fait la preuve de leur efficacité depuis la Libération pour le

développement du pays avec des technologies de pointe. **Nous en avons besoin pour l'économie, la réponse aux besoins, la défense de l'environnement, la coopération entre services publics** de plusieurs pays.

Les traités et directives européennes de marchandisation qui servent de prétextes aux gouvernements successifs n'ont aucune légitimité

**L'Etat reste l'actionnaire majoritaire d'EDF et le premier actionnaire de GDF. Votre gouvernement a la responsabilité de la politique énergétique du pays.**

### **Aussi nous soussignés vous demandons d'urgence:**

- **L'annulation des augmentations de tarif du gaz et de l'électricité de 2010 et 2011.**

- Nous nous prononçons pour la renationalisation intégrale d'EDF et de GDF (ainsi que des activités de Suez en France et de Total) et pour le rétablissement des monopoles publics d'EDF et GDF conquis en 1945.

NOM:.....  
Prénom: .....  
Adresse: .....  
Courriel: .....  
Signature: .....

### **A LA POSTE:**

**550 millions d'euros de profits 2010** (bien plus si on compte l'argent provisionné pour déstructurer la filière courrier).

**11654 emplois supprimés** pour un service en pleine dégradation!

**La transformation des bureaux de poste en « boutiques » et « foyers de profits » continue dans le 15<sup>ème</sup>.** C'est au tour du bureau Georges Brassens, fermé pour plusieurs mois, d'être l'objet de coûteux travaux destinés à supprimer physiquement des guichets et à supprimer des emplois. Comme à Beaugrenelle, nous mobilisons la population.

# Défense de l'éducation nationale

Notre tract sur une bataille qui constitue un « cas d'école ». Avec les JC du 15<sup>ème</sup>, nous essayons d'étendre le mouvement à d'autres établissements. La journée de manifestation du 19 mars (14h30 RER Luxembourg) sera une étape dans la bataille.

## Soutien au lycée Fresnel

### menacé de mort par la politique de démantèlement des filières technologiques et professionnelles

Le lycée Fresnel dans le 15<sup>ème</sup> arrondissement de Paris (boulevard Pasteur) est un établissement mixte, général et technique. 600 élèves et étudiants se répartissent entre des classes secondaires et des classes de BTS, notamment dans les filières de l'optique. Les formations délivrées sont reconnues et recherchées dans l'industrie. Le lycée ne connaît aucun problème particulier.

**Pourtant, le rectorat programme sa suppression d'ici quelques années.** C'est ce que dénoncent avec force les enseignants, toute l'équipe éducative avec le soutien des élèves. Le 8 mars, ils bloquaient l'entrée.

Dès la rentrée 2011, le rectorat prévoit la fermeture de la classe de seconde et des deux classes de première STI (sciences et technologies industrielles). A la rentrée 2012, les deux classes de terminales STI y passeront à leur tour. Cela fera 5 classes supprimées sur les 8 du secondaire ! Les 3 autres sont du coup directement menacées aussi.

#### Rien ne peut le justifier.

La classe de seconde, qui rassemble surtout des élèves du quartier, serait fermée parce que le rectorat a décidé unilatéralement de supprimer toutes les classes de seconde dans les établissements qui en comptent moins de cinq. C'est de l'arbitraire pur et simple pour mieux surcharger encore des classes des autres lycées.

Les deux classes de 1<sup>ère</sup> STI seraient remplacées par une seule, déplacée au lycée Buffon (qui, de plus, n'a pas le plateau technique correspondant – il resterait !), parce que l'autorité prétend valoriser la filière STI en la relocalisant dans des établissements dits « attractifs ».

Quelle hypocrisie ! Le résultat, c'est une classe STI en moins et la fragilisation, potentiellement mortelle, des formations technologiques de Fresnel.

A partir de 2012, l'encadrement éducatif va dangereusement baisser. Un vivier pour les BTS est asséché.

**L'existence même du lycée, amputé d'un**

**tiers de son activité est bien directement remise en cause.**

**L'attaque contre Fresnel n'est pas un cas isolé. Elle s'inscrit dans la politique nationale d'affaiblissement de l'Ecole publique en général, des filières technologiques et professionnelles en particulier.**

16.000 postes doivent encore être supprimés à la rentrée 2011 (66.000 depuis 2007) alors que le nombre d'élèves augmente. C'est le choix de faire payer au service public, à la formation pour l'avenir, les cadeaux consentis à la finance et aux grandes firmes qui dévoilent en ce moment leurs profits record.

Le passage du bac pro de 4 à 3 ans, la suppression d'un grand nombre d'options et d'enseignements dans les classes technologiques (la « réforme » s'applique aux premières en 2011) résultent de ces coupes budgétaires.



Ils correspondent aussi à une révision grave et profonde de l'enseignement technologique et professionnel.

**La filière STI associe étroitement une formation générale à une formation technologique et à des expériences pratiques dans des spécialités industrielles. C'est son point fort. C'est ce que la « réforme » vient remettre en cause.**

Les nouvelles classes STI (celles qui n'auront pas été supprimées), transférées dans des lycées généraux, perdront une grande part de l'enseignement pratique et cesseront d'alimenter les BTS. Comme à Fresnel.

La « réforme » de l'enseignement profes-

sionnel dévalorise les Bac pro et affaiblit les BTS.

**La menace est très réelle pour l'avenir de l'industrie** qui manque déjà de professionnels qualifiés. Ces choix sont directement à mettre en lien avec la politique qui accompagne les délocalisations voulues par le grand patronat, le déclin de la réponse aux besoins industriels de notre pays.

**Nous avons tous intérêt à nous mobiliser pour le lycée Fresnel, avec ses enseignants et ses lycéens !**

Les enseignants, les élèves, les parents de tous les lycées du 15<sup>ème</sup> et d'ailleurs :

- contre les fermetures de classe et les classes surchargées

- contre la dévalorisation des enseignements technologiques et professionnels (Toutes les filières sont touchées : optique, bois, génie civil...).

- contre la politique générale de sabotage de l'éducation nationale. Une manifestation est organisée samedi 19 mars 2011, 14h00 Luxembourg à l'appel de nombreux syndicats et associations.

- pour la défense et l'amélioration des formations technologiques et professionnelles qui peuvent et doivent répondre aux aspirations de centaines de milliers de jeunes, en termes d'emploi qualifié, de culture générale comme aux besoins de l'industrie et du pays.

Communistes, nos élus interviennent au Conseil régional pour tenter d'entraver la délocalisation des classes de STI de Fresnel à Buffon, nous apportons notre soutien aux enseignants et lycéens en lutte et entendons contribuer à l'extension de cette très importante mobilisation.

**NON AUX FERMETURES DE CLASSES AU LYCÉE FRESNEL !**

**LE LYCÉE FRESNEL DOIT VIVRE !**

# Quartiers: le logement 1<sup>ère</sup> préoccupation

*Le poids des dépenses de logement ne cesse d'augmenter. En 2010, elles ont atteint en moyenne 9800 euros, 300 de plus qu'en 2009 selon la Commission des comptes du logement et 21,7% du budget des ménages. La situation est encore bien grave à Paris. L'augmentation des loyers (+30% depuis 2000) est particulièrement rapide dans le secteur social, +3,4% en 2010. La politique du gouvernement, relayée par la plupart des bailleurs est directement en cause.*

*Ci-dessous le tract que nous avons diffusé avant la fin de la trêve des expulsions, à la suite des déclarations du ministre prétendant limiter les « excès » des loyers des très petites surfaces.*

## Loyers prohibitifs pour des « studettes » :

Le ministre obligé de reconnaître le scandale mais pour mieux le laisser faire !

**Les logements minuscules pour des loyers prohibitifs : on connaît à Paris et notamment dans le 15<sup>ème</sup> ! Les jeunes, jeunes étudiants et jeunes travailleurs en particulier.**

500 euros pour 13 m<sup>2</sup> (38 euros du m<sup>2</sup>) c'est plus que courant. 600 euros pour 20m<sup>2</sup> à partager à deux : c'est le lot commun. 515 euros, c'est le loyer moyen infligé aux étudiants. Même en « résidence » étudiante (dont les propriétaires profitent

### **DANS LES CELLULES :**

**Porte Brancion / Périchaux / Georges Demeure:**

L'assemblée publique du 8 mars a donné lieu à une bonne discussion entre la vingtaine de personnes présentes. Les questions du logement ont été particulièrement abordées. La réhabilitation de la cité des Périchaux, par exemple, va amener de nouvelles augmentations de 8 à 10% des loyers, s'ajoutant à l'augmentation générale décidée par Paris Habitat (+1,9%) et aux suppléments de loyer. Pour beaucoup, même salariés ou retraités, cela devient de plus en plus difficile.

Il a été décidé d'aborder particulièrement cette question dans les prochaines initiatives. L'assemblée a repris à son compte la pétition contre les augmentations de gaz et d'électricité.

**4 frères Peignot—Charles Michels:**

La cellule prépare l'assemblée publique du 24 mars et y place les préoccupations les plus aiguës du quartier, là aussi le logement, mais aussi particulièrement la défense des centres de santé, la lutte contre la spéculation immobilière et ses conséquences. Grandes interrogations et craintes sur les « primaires » du front de gauche.

de tas d'aides de l'Etat) par exemple dans le 15<sup>ème</sup>, les loyers atteignent 550 euros pour 16m<sup>2</sup> (35 euros du m<sup>2</sup>) sans l'électricité.

**Cette situation est scandaleuse. Des personnes à faibles revenus, notamment les jeunes, sont ponctionnées à 50%, 60% de leur budget uniquement pour assurer le minimum indispensable, dans des conditions d'exiguïté, parfois d'hygiène, intolérables. Les aides au logement sont directement captées par ceux qu'on doit appeler des marchands de sommeil, quel que soit leur statut.**

**Le 10 mars 2011, le ministre du logement Benoît Apparu a fait semblant de prendre conscience de cet état de fait. C'est le signe que la contestation monte, que la situation est intenable.**

Mais si Apparu dénonce le scandale mais c'est pour mieux le laisser perdurer. La veille, dans les colonnes du Figaro, il rasurait déjà les investisseurs en s'opposant à tout plafonnement ou gel des loyers...

Pour les « micro-surfaces », il ne propose surtout pas d'interdire les loyers prohibitifs. Que non ! Il propose de taxer davantage les propriétaires qui louent des surfaces de moins de 13m<sup>2</sup> à plus de 40 euros du m<sup>2</sup> uniquement sur la part dépassant ces 40 euros. Une toute petite taxation, peut-être, pour les cas les plus extrêmes, et à partir de 2012 !

**De qui se moque le ministre ? Des mal-logés, des jeunes de l'ensemble de la population!**

**Mais puisqu'il est obligé de reconnaître le problème, allons-y encore plus fort dans la lutte, rassemblons-nous!**

**Comme les expulsions locatives, le scandale des loyers sur les petites**

**surfaces n'est qu'une face, une des plus dures, de la crise organisée du logement qui frappe le plus grand nombre des salariés, des jeunes, des retraités.**

- Exigeons le gel des loyers en Ile-de-France, dans le secteur privé comme dans le secteur social, leur plafonnement, l'arrêt des expulsions sans relogement!

- Exigeons la revalorisation des aides au logement !

- Exigeons l'abrogation de la loi Boutin contre le logement social et du décret sur les suppléments de loyer!

- Exigeons un plan d'urgence de construction de 600.000 logements sociaux, véritablement sociaux, en 5 ans, et de 80.000 chambres en Cité universitaire (évidemment avec arrêt des démolitions sauf insalubrité et des ventes de HLM) !

- Pour la constitution d'un service public national du logement.

**Il y en a assez que l'argent public soit détourné vers le soutien au marché spéculatif, notamment sous forme de défiscalisation (dispositifs Robien, Scellier).**

Il y en a assez que les pouvoirs publics dont certaines collectivités locales laissent les plus belles emprises foncières à l'appétit des spéculateurs, assez qu'ils prétendent faire du « logement étudiant » en favorisant encore des spéculateurs.

Il y en a assez que le budget du logement soit amputé, assez que le financement du logement social par le Livret A soit remis en cause dans l'intérêt des banques privées.

**Faisons monter la pression sur tous les décideurs jusqu'à gagner une autre politique ! Sans attendre 2012!**



## INITIATIVES:

### Solidarité Japon:

La section du PCF Paris 15 a envoyé un message de solidarité à nos camarades du Parti communiste japonais via le dernier correspondant en France du quotidien communiste Aka Ata (le drapeau rouge) qui résidait dans le 15<sup>ème</sup> et était venu à notre rencontre.

### Non à toute intervention en Libye:

Le PCF a condamné les annonces guerrières de Sarkozy et le risque d'engrenage militaire. Dans le 15<sup>ème</sup>, nous avons diffusé le communiqué contre toute intervention militaire étrangère en Libye.

Des analyses anti-impérialistes de base sont toujours essentielles à rappeler. L'intervention des Etats impérialistes, de l'OTAN n'est motivé que par l'intérêt des multinationales. Ils l'ont montré en Irak ou en Afghanistan de façon tragique pour les peuples. Les mêmes soutenaient et accueillait Ben Ali, Moubarak et Kadhafi il y a quelques semaines encore. Alliot-Marie proposait même d'intervenir en aidant Ben Ali à faire taire la révolte populaire!

### Avec les personnels du MAE:

L'arrivée de Juppé au ministère des affaires étrangères n'a pas changé, malgré ses anciennes déclarations, les choix d'affaiblissement, de suppressions d'emploi, d'externalisation, liés à la RGPP, qui sabotent le service public de la diplomatie. Malgré la gabegie d'argent public pour l'acquisition de l'imprimerie nationale, les personnels ont dû céder leur cantine à la salle de presse à l'occasion du G8! Nous avons diffusé un tract faisant le lien avec les orientations générales du pouvoir en matière de politique extérieure.

### Zemour n'a pas sa place à France-télévisions:

Zemour a été condamné pour incitation à la haine raciale pour ses propos à la télévision justifiant les contrôles au faciès et la discrimination à l'embauche. Il est inadmissible que la direction de France-Télévisions maintienne à l'antenne ce propagandiste de la droite extrême. Nous avons diffusé un communiqué rejoignant celui de la CGT dans le contexte nauséeux de promotion du FN.

### 8 mars:

Les jeunes communistes du 15<sup>ème</sup> ont distribué largement un tract, à l'occasion de la journée internationale des femmes « contre la double exploitation », « la précarité qui frappe en premier les femmes », pour les « droits des femmes ».

**RETROUVER LA SECTION SUR**  
**<http://pcf-paris15.over-blog.com/>**  
**ET SUR FACEBOOK (3420 amis!)**

## ***Soutien aux salariés d'ADOMA***

**Les salariés du siège national d'ADOMA (ex-sonacotra), situé dans le 15<sup>ème</sup> arrondissement, ont débrayé le 14 février 2011.**

Leur lutte est pleinement justifiée. Les menaces sur leurs emplois et leurs conditions de travail sont **directement à mettre en lien avec l'attaque contre une catégorie du logement social, les foyers pour travailleurs, notamment immigrés.**

Le nom « ADOMA », choisi pour ses sonorités (!), a remplacé en 2007 celui de la SONACOTRA identifié aux résidences pour travailleurs étrangers. Le changement de nom n'était pas gratuit. Il coïncide avec la volonté d'infléchir les missions de la Société d'économie mixte vers une logique de rentabilité financière.

Depuis ce moment, le gouvernement organise la montée en puissance dans le capital et dans la gestion d'ADOMA de la Société nationale immobilière (SNI), filiale de droit privé de la Caisse des dépôts et consignations (CDC).

On sait comment d'autres filiales de la CDC, constituées pourtant avec de l'argent public, ont été scandaleusement privatisées: Ixis (Natixis dans la finance), Dexia (ex Crédit local) ou bien ICADE qui vend le parc de logements sociaux non conventionnés de la CDC pour se constituer en promoteur immobilier et qui vient d'être introduit en bourse.

**Depuis des années, les immeubles de la SONACOTRA (70.000 logements au total) se dégradent.** Le manque de logements d'urgence est si criant dans les villes où prolifèrent les marchands de sommeil que les foyers sont surpeuplés. Les gouvernements successifs n'ont jamais accordé de crédits suffisants pour répondre aux besoins croissants et même entretenir le patrimoine.

**Cette situation dégradée sert de prétexte à l'introduction de la logique privée.** Les foyers d'Adoma sont parfois très bien situés, notamment à Paris. Il est tentant de réduire le nombre de places, de modifier les attributions pour capter un nouveau public, plus solvable, de changer la vocation des immeubles. Certaines collectivités locales sont prêtes à accompagner le processus pour des raisons inavouables. Des immeubles très bien placés pourraient être tout simplement vendus.

C'est dans ce contexte qu'il faut replacer la lutte des salariés du siège d'ADOMA avec leur intersyndicale. Les projets de réorganisation sont avancés dans un contexte de menace sur l'emploi et les missions. On entend parler de 300 suppressions d'emploi dans le pays sur 2500. Une « période de transition » est évoquée par la direction. Au quotidien, les pressions sont de plus en plus fortes et insupportables pour les agents.

**Nous apportons notre soutien total aux salariés en lutte d'ADOMA et ferons tout pour que leur bataille soit liée à la bataille générale pour le logement social, notamment pour le logement de certaines catégories parmi les plus exclues et précaires.**

Loin de toute médiatisation politicienne.



Le foyer de la rue de la Procession est en train d'être réhabilité. Bien mais, à la fin il y aura moins de chambres. Et on ne voit pas comment la Ville, qui cofinance les travaux, peut intégrer les logements rénovés dans l'augmentation du parc le logements sociaux parisiens.